



PREFET DU GARD

SOUS-PREFECTURE DU VIGAN

## ARRÊTÉ PREFECTORAL N°2019-06-036

**portant une MISE en DEMEURE de la société Carrière Sud Pompignan, de procéder à la remise en état des zones exploitées en non respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation**

### COMMUNE DE POMPIGNAN

**Le Préfet du Gard,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L.171-7, L.171-8

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement de matériaux de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral n°0904025 du 9 avril 2009 autorisant la société Carrière Fils à exploiter une carrière (zone Nord et zone Sud) sur le territoire de la commune de Pompignan au lieu-dit « La Romanière » ;

VU l'arrêté préfectoral n°30-2018-08-27-007 du 27 août 2018 donnant délégation de signature à Madame Joëlle GRAS, sous-préfète du Vigan,

VU la déclaration en date du 4 juillet 2017 de M. David Araujo, relative au changement de dénomination sociale de la société exploitant la carrière susvisée qui devient « Carrière Sud Pompignan » ;

VU l'inspection effectuée sur le site le 6 mars 2019 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 5 avril 2019 ;

VU le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le :10 avril 2019

**Considérant** les constats effectués sur le site au cours de l'inspection susvisée portant notamment sur l'exploitation de zones situées en dehors du périmètre exploitable ;

**Considérant** que certaines zones dénommées « Zone débroussaillées (création du milieu ouvert) » dans le plan joint en annexe 2 de l'arrêté préfectoral susvisé, ont été décapées ;

**Considérant** en conséquence que les prescriptions des articles 1.10.1.1, 2.2.2, 2.3, 7 et 8.2.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 0904025 du 9 avril 2009 ne sont pas respectées ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète du Vigan,

## ARRÊTÉ

### **Article 1**

La société Carrière Sud Pompignan (siège social : lieu-dit « Tourres » 30170 Pompignan, idem pour l'adresse administrative) est mise en demeure, pour la carrière de calcaire qu'elle exploite sur la commune de Pompignan au lieu-dit « La Romanissière » :

De respecter les prescriptions de l'article 1.10.1.1 susvisé :

- en transmettant dans un délai de deux mois (à compter de la notification du présent arrêté) à l'inspection des installations classées la nature des travaux de remise en état rendus nécessaires du fait de l'exploitation dans la bande des 10 m ;
- en procédant à la réalisation de ceux-ci après avis favorable de l'inspection dans un délai de 6 mois à compter de la publication du présent arrêté.

De respecter les prescriptions de l'article 7 susvisé :

- en transmettant dans un délai de 2 mois (à compter de la notification du présent arrêté) à l'inspection des installations classées les mesures à mettre en œuvre pour remettre en état les zones décapées situées dans un périmètre défini à l'annexe 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation et dénommées (Zone débroussaillée : création de milieu ouvert)
- en procédant à leur mise en œuvre après avis de l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la publication du présent arrêté.

### **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans les délais prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même code.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de NÎMES, dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- 1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;
- 2° par les demandeurs ou exploitants dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourcs Citoyens » accessible par le site internet [www.telerecourcs.fr](http://www.telerecourcs.fr).

### **Article 4 - Publicité**

En vu de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de Pompignan et pourra y être consultée.  
Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois

L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

**Article 5 – Ampliation**

Le présent arrêté sera notifié à la société Carrière Sud Pompignan et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

- Madame la sous-préfète du Vigan
- Monsieur le Maire de Pompignan
- Monsieur le Directeur régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement.

Chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Vigan, le 12 juin 2019

Pour le Préfet et par délégation,  
La Sous-préfète du Vigan,



Joëlle GRAS.